Adenauer : « Les négociations sur l'Europe politique doivent aboutir cette année »

New York, 18 septembre (U.P.I.). — Dans un article intitulé « Le problème allemand » et écrit pour la revue américaine « Foreign Affairs », le chancelier Adenauer écrit notamment que l'intégration économique de l'Europe, « en dépit de sa grande valeur, n'est pas en elle-même suffisante », et poursuit :

« Il est nécessaire pour l'Europe de créer une politique fortement coordonnée en ce qui concerne les problèmes vitaux, et particulièrement dans le domaine de la politique étrangère. C'est là l'idée de base du plan visant à établir une union des Etats européens, qui intensifiera la coopération existante dans le domaine politique. Tous les six pays sont tombés d'accord sur le fait que la « politique européenne » doit être vigoureusement poursuivie et que, si possible, les négociations en ce qui concerne l'union politique européenne doivent être amenées à leur conclusion cette année. Toute pause dans les efforts visant l'unification européenne tendrait à paralyser la puissance dynamique de notre développement politique et stimulerait l'espoir que nourrit l'Union soviétique de diviser le monde libre.

» L'union des Etats européens telle qu'elle est envisagée sera, au début une structure relativement lâche. Cependant, nous sommes conscients même dès maintenant du fait que la forme de coopération politique devra devenir continuellement plus étroite au cours des toutes prochaines années. »

Soulignant que l'amitié franco-allemande a grandement contribué à la réalisation de l'unité européenne, le chancelier fédéral écrit par ailleurs :

« La France et l'Allemagne formeront un barrage politique solide contre l'avance du communisme soviétique, qui menace la liberté de nous tous. »

Evoquant d'autre part le problème de Berlin, M. Adenauer écrit que l'Occident doit s'attendre à une nouvelle tentative des Soviétiques visant à remettre en cause la présence des alliés dans la ville; il se déclare par ailleurs persuadé que les Etats-Unis tiendront leur promesse de rester à Berlin-Ouest.

« Les Etats-Unis, écrit-il, ont donné leur parole. Le monde entier sait qu'ils la tiendront.

» Le problème berlinois, exactement comme le problème allemand, est, en dernière analyse, un problème humain. C'est pourquoi un point de départ pour une solution pourrait être trouvé sur ce plan. Si nos compatriotes de la zone occupée par les Soviétiques se voient accorder des conditions de vie décentes et au moins un certain degré de liberté et d'autodétermination, nous serons ouverts à la discussion sur un bon nombre de points. »

HIER APRES-MIDI s'est ouverte à Strasbourg la session conjointe de l'assemblée des Seize et du Parlement européen. Au cours de cette première séance, les présidents des trois exécutifs européens ont tour à tour dressé le bilan des activités des communautés européennes, Marché commun, C.E.C.A. et Euratom. La journée d'aujourd'hui sera consacrée à un débat politique.

C'est dans une clinique d'Auch que Mme Lagaillarde a donné le jour à un garçon

Auch, 18 septembre. — *C'est dans une clinique d'Auch que Mme Pierre Lagaillarde, épouse du leader de l'O.A.S. qui, lui, réside toujours en Espagne, vient de donner le jour à son quatrième enfant, un garçon prénommé Michel.*

Mme Pierre Lagaillarde est rentrée en France, il y a une quinzaine de jours, venant de Madrid. Elle s'est rendue directement au château de Hereboue, à Saint-Jean-Poutge, situé à quelques kilomètres de Vic-Fezensac, dans le Gers, où elle est descendue chez son beau-frère.

Après la naissance de son fils, Mme Lagaillarde a regagné le château de Hereboue où elle se remet lentement des fatigues d'une maternité difficile. Il ne semble pas qu'elle ait éprouvé des ennuis à la frontière puisqu'elle est passée avec un passeport en règle et qu'elle ne fait l'objet d'aucune mesure de police.

Commonwealth : pour sauvegarder l'unité le communiqué final sera volontairement anodin

Commonwealth et de leur faire accepter une déclaration finale permettant à son gouvernement de poursuivre les négociations pour l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté économique européenne. M. MacMillan tient beaucoup à cette déclaration qui, jetant un voile pudique sur les divisions que la conférence a fait apparaître au grand jour parmi les membres du Commonwealth, lui permettrait de faire face avec de meilleurs atouts en main aux attaques dont sa politique européenne sera certainement l'objet dès la rentrée du Parlement et qui ne viendront pas toutes de l'opposition parlementaire.

Le renvoi à mardi de cette déclaration finale montre que M. Mac Millan n'est pas encore au bout de ses difficultés, malgré le désir évident qu'ont la plupart de ses collègues de réaffirmer l'unité du Commonwealth, quand bien même ce ne serait qu'une unité de façade. Au texte proposé par la délégation britannique, divers amendements ont été proposés. Il reste cependant vraisemblable qu'un libellé suffisamment anodin permettra de faire l'unanimité aujourd'hui.

En attendant, la conférence a eu droit, hier matin, à ce qu'on pourrait appeler un baroud d'honneur de la part de M. Diefenbaker. Le premier ministre canadien, qui s'est montré l'adversaire le plus déterminé de M. MacMillan tout au long des débats, a proposé dans un discours la réunion d'une conférence internationale sur le commerce. A cette conférence seraient invités, outre les membres du Commonwealth, les Six de la Communauté européenne, les Sept de l'Association de libre-échange, les Etats-Unis, le Japon et d'autres pays « partageant les mêmes dispositions »; bref, tout ce qu'il est convenu d'appeler le « monde libre ».

L'objet de cette conférence serait de trouver le moyen de régler les problèmes du commerce international « d'une manière qui soit à l'avantage de tous ».

(Suite de la première page.)

« Je crois, a dit M. Diefenbaker, que ce serait une contribution pratique à la solution de nos difficultés qui renforcerait le Commonwealth, permettrait au Marché commun de continuer à étendre ses propres activités et ferait entrer en jeu l'immense capacité de commerce des Etats-Unis et du Japon. »

Le Commonwealth devrait prendre l'initiative de convoquer cette conférence dans les délais les plus rapprochés, et le Canada serait heureux d'en accueillir les participants.

M. Diefenbaker a dit que sa proposition restait valable même si l'Angleterre entrait dans le Marché commun. Il ne s'agit donc pas de cette fameuse « solution de rechange » à laquelle il avait fait allusion en termes vagues avant l'ouverture de la conférence du Commonwealth et dont il n'a plus été question depuis. Quelle est donc la portée pratique de sa proposition ? M. Diefenbaker a lui-même reconnu que bien que l'accueil fait par ses collègues à sa proposition n'ait pas été défavorable, il faudrait sans doute « un certain temps » avant que cette idée prenne corps. On voit que le Premier canadien ne se fait pas d'illusions.

Il reste que l'idée d'une conférence internationale sur le commerce est dans l'air. M. Diefenbaker voit cette conférence à l'échelle du monde libre. M. Ayoub Khan (Pakistan), avant lui, avait proposé une conférence réunissant les Six et les membres du Commonwealth. On sait d'autre part que l'Union soviétique a récemment émis l'idée d'une conférence mondiale. Il n'est pas déraisonnable de penser qu'à plus ou moins longue échéance des solutions autres qu'étroitement régionales vont devoir être trouvées.

Cela dit, la journée a encore apporté une précision sur l'attitude des membres africains du Commonwealth à l'égard de la formule d'association au Marché commun qui leur était proposée. M. Rachidi Kawawa (Tanganyika) a en effet déclaré au cours d'une conférence de presse que l'Afrique orientale (Tanganyika, Kenya, Ouganda) restait inébranlable dans son opposition à cette formule.

« Si la Grande-Bretagne adhère à la Communauté économique européenne, a-t-il dit, il faudra trouver une autre formule, telle que par exemple la « formule du protocole » adoptée par la Libye, la Tunisie et le Maroc. Le gouvernement britannique a promis qu'il ferait une nouvelle tentative pour que les membres africains du Commonwealth puissent s'insérer dans un accord avec la C.E.E. d'une manière conforme à leurs vœux. »

M. Kawawa a exprimé sa conviction que l'on finirait bien par trouver une formule d'accord avec la C.E.E. qui n'affaiblirait pas les liens des membres africains du Commonwealth avec la Grande-Bretagne.

Les négociations C.E.C.A.-Grande-Bretagne s'ouvriront le 4 octobre

LES représentants des gouvernements des six Etats membres de la communauté charbon-acier, réunis en conférence, hier, à Luxembourg, ont donné une réponse favorable à la Grande-Bretagne, fixant au 4 octobre prochain à Luxembourg, l'ouverture officielle des négociations sur l'adhésion du Royaume-Uni à la C.E.C.A.

TROISIEME JOURNÉE SANS HISTOIRE POUR LES « JUMEAUX DE LA MER »

Marseille, 18 septembre (A.F.P.). — *Les « jumeaux de la mer », Albert Falco et Claude Wesly ont passé sans incident le cap de leur troisième journée sous la mer. Pour les spécialistes, cette étape, qui marque le milieu de l'expérience, aurait pu constituer un passage délicat pour les occupants de « Diogène » susceptible de ressentir une certaine lassitude.*

Il n'en a rien été et, dans leur communiqué quotidien, les services du commandant Cousteau ont fait savoir hier soir que « l'état de santé des deux plongeurs avait été jugé excellent » par le docteur Fructus, médecin de la « Calypso », qui a procédé sur eux, hier matin, à l'examen habituel.

Les deux hommes ont consacré deux heures, hier matin, et deux heures hier après-midi, à la construction de leur vivier sous-marin, à quelques mètres de leur maison.

C'est une grande cage grillagée maintenue par des montants piqués dans le fond de la mer et dans laquelle Wesly et Falco enferment les poissons qu'ils vont pêcher à l'épuisette dans les environs.

C'est à la suite de cette séance de travail que s'est situé le seul incident notable de la journée. Atteint d'une furieuse rage de dents, Claude Wesly, le plus jeune des deux « immergés volontaires », a demandé l'intervention d'un dentiste : celui-ci est donc descendu à l'heure de la sieste et a réussi à soulager les douleurs de Wesly.

Le Monde de long en large

● **LAOS : LES TROUPES ETRANGERES REMBARQUENT**

Le retrait des conseillers militaires américains au Laos (dont le nombre est estimé à quelque huit cents) a commencé hier. Le retrait des troupes étrangères du Laos, découlant des accords de Genève, devra être achevé le 8 octobre, soit soixante-quinze jours après la signature du traité. D'ores et déjà, les techniciens des Philippines et du Viet-nam ont commencé à se retirer de Vientiane et de la plaine des Jarres.

● **SUEDE : AVANCE DES SOCIAUX-DEMOCRATES**

Au cours d'élections locales qui viennent de se dérouler en Suède, le Parti social-démocrate (gouvernement) a augmenté son avance, remportant 1.976.393 voix, soit 51 % des suffrages contre 47,4 % en 1958. Le Parti conservateur n'a remporté que 14,8 % des voix contre 19,6 % en 1958.

● **POUR LA PREMIERE FOIS DEPUIS 1945, L'OCCIDENT ENTRE DANS UNE PERIODE DE STABILITE DES MONNAIES**

Pour la première fois depuis 1945, le monde occidental est sur le point d'entrer dans une période d'équilibre entre les économies et de stabilité des monnaies, où les rumeurs de dévaluation se raréfieront et où l'or sortira des bas de laine : tel est le pronostic optimiste fait à Washington devant les autorités financières de 99 pays dont M. Giscard d'Estaing, qui représente la France, par M. Per Jacobsson, directeur du Fonds monétaire international.

● **NIGERIA : PLUSIEURS PARTIS DECAPITES**

Dix personnalités, qui appartiendraient à la direction de certains partis politiques du Nigeria ont été incarcérés. Les policiers auraient trouvé des armes et des munitions au domicile des personnes arrêtées, dont l'identité n'a pas été révélée.

● **SANGLANTS ACCROCHAGES AU VIET-NAM**

Un communiqué militaire vietnamien relate trois accrochages sérieux qui ont eu lieu les 8 et 13 septembre dans les provinces de Phuyen Phuocthanh et de Dinhthuong. Les forces gouvernementales ont eu 36 tués, 36 blessés et 10 disparus, alors que de leur côté les Viet-congs ont laissé 18 morts sur le terrain. Dix d'entre eux ont été faits prisonniers.

● **EUROPE VERTE : REDEMARRAGE LENT**

Les ministres de l'agriculture des Six, qui ont repris, hier après-midi, leurs travaux suspendus depuis juillet, ne sont parvenus à aucun résultat concret au cours de leur première prise de contact. Après les vacances « la session démarre lentement », a déclaré à l'issue de la réunion M. Edgard Pisani, ministre français de l'agriculture.

● **SYRIE : GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE**

Le nouveau cabinet syrien formé par M. Khaled El-Azem est un cabinet d'union nationale. Il se compose de sept techniciens, quatre indépendants, trois socialistes, trois membres du « front islamique », deux du Parti national et deux populistes, soit vingt et un ministres, y compris le président du conseil.

● **OFFENSIVE CONGOLAISE DANS LE NORD KATANGA ?**

Selon des informations en provenance d'Elizabethville, l'armée nationale congolaise aurait lancé une puissante offensive contre des positions katangaises, dans le nord du pays. M. Tschombé accuse l'O.N.U. de ne pas être étrangère à cette opération, mais l'O.N.U. et le gouvernement central déclarent n'être au courant de rien.

AUX FENÊTRES DU MONDE

Le Brésil dans une situation financière critique

BIEN que la grève générale ait pratiquement pris fin presque partout au Brésil, le problème social, aggravé par les difficultés financières, reste un élément essentiel de la situation du pays à l'issue de la crise politique qu'il vient de traverser. Ce problème se répercute notamment dans les tractations en cours menées par le premier ministre désigné samedi par le président Joao Goulart, M. Hermes Lima, pour former un nouveau gouvernement.

Les travailleurs du port de Santos, qui était dimanche soir, le dernier bastion de la grève, ont repris le travail hier matin, cette grève avait été déclenchée vendredi, par les syndicats, à la fois pour appuyer le président Goulart « contre la réaction » et pour un relèvement de cent pour cent du salaire minimum.

Les syndicats ont donné l'ordre de reprise de travail sans avoir obtenu satisfaction.

En ce qui concerne le problème politique, il a été au moins provisoirement résolu par le vote du Congrès fixant la date du 6 janvier pour le référendum sur les institutions et autorisant le président de la République à former un gouvernement provisoire hors de tout contrôle parlementaire.

Mais l'augmentation réclamée par les syndicats n'a pas été encore accordée. Or, la situation financière du Brésil est très critique. La balance des paiements extérieurs est tellement défavorable que la Banque du Brésil semble avoir le plus grand mal à trouver les devises nécessaires pour payer les importations de pétrole brut absolument indispensables à la vie économique de la nation. Une augmentation massive des salaires rendrait la solution encore plus difficile. En revanche, si les revendications ouvrières ne sont pas satisfaites, ce sera, estime-t-on, la position politique de M. Goulart et de ses amis travaillistes qui se trouvera sérieusement compromise.

C'est pourquoi ce gouvernement en formation, qui devait seulement expédier les affaires courantes, va devoir faire face à des problèmes graves. Dans ces conditions, le choix notamment du ministre des finances revêt une grande importance et constituera une des difficultés majeures rencontrées par M. Hermes Lima, dans sa tentative de former un cabinet. Cette raison expliquerait également que le président Goulart ait remis à mardi l'entretien qu'il devait avoir dès samedi, à Rio de Janeiro, avec les responsables syndicaux. (A.F.P.).

Michel Siffre : « Si j'avais su que c'était fini j'aurais mangé toutes les tomates »

Malgré le coup de fouet que lui avait donné, samedi, la révélation de la fin de son épreuve, le spéléologue était dans une condition physique très précaire. Après l'escalade d'une cheminée de quarante mètres, Michel Siffre a manifesté de graves signes de fatigue. A 9 h. 30, il est arrivé avec ses compagnons, à la dernière plate-forme précédant la cheminée de sortie, à vingt-cinq mètres sous terre. La fatigue se faisant de plus en plus sentir, il fallut coucher Siffre pendant une heure sur une civière, lui donner des soins, et notamment lui faire ingurgiter du thé chaud apporté de la surface.

Pendant ce temps, les dix hommes qui étaient descendus hier matin, remontaient un à un, portant les sacs, le réchaud à gaz, la batterie, tout le matériel qui était au fond du gouffre. Ce fut, enfin, le tour du jeune spéléologue, hâlé lentement et suspendu dans un cacolet qui le tenait sous les bras et les cuisses. « Tenez bon, ne lâchez pas », criait-il.

« C'est quand même bon de sentir le ciel !... »

A 11 h. 10, Michel Siffre est apparu enfin à l'air libre, porté à dos d'homme, poussé, hissé, la tête enroulée dans une couverture pour lui éviter un contact trop brutal avec la lumière du jour, qui aurait probablement provoqué la cécité. Ses yeux étaient d'ailleurs protégés par des lunettes noires extrêmement opaques, à herméticité absolue, spécialement préparées.

« C'est quand même bon de sentir le ciel ! ». Telles furent ses premiers mots, puis il s'évanouit. Deux médecins, les docteurs Poli, de Saint-Dalmas-Valdeblore, et Antonetti, de Breil, lui prodiguèrent aussitôt leurs soins.

« J'ai froid », balbutia-t-il, quand il revint à lui. Un tremblement nerveux le saisit. Il tremblait de plus en plus et bafouillait des mots sans suite. Sa tension fut prise : 8,5 maximum, 4 minimum, mais le docteur Poli assura : « C'est une hypotension satisfaisante étant donné les circonstances ». De 130 à la sortie du gouffre, ses pulsations, une demi-heure après, étaient tombées à 96, ce qui démontre une extraordinaire récupération cardiaque.

(Suite de la première page)

Michel Siffre se rémit peu à peu : « Je veux dire que c'est une œuvre collective. Moi, ça ne compte pas. Mais tout le monde est à féliciter, les services officiels qui m'ont aidé, les C.R.S. et les spéléologues du Club Martel, dit-il. Je tiens à rendre hommage à M. Maurice Herzog, qui a été le premier à croire en cette entreprise et à prendre le risque de la patronner, alors qu'elle était menée par un garçon de 23 ans. »

M. Pierre-Jean Moatti, préfet des Alpes-Maritimes, a fait remettre à Michel Siffre, par son chef de cabinet, un message de félicitations soulignant notamment le courage, la volonté et l'endurance du jeune homme.

Extrêmement nerveux, Michel Siffre parlait d'abondance. Il fallut l'interrompre. On l'emporta sur une perche Barnaud. Les deux C.R.S. qui portaient Michel Siffre accomplirent un véritable exploit en gagnant d'une traite le camp de base du plan Ambroise. Là, on le réconforta à nouveau, on le débarrassa de sa tenue trempée, on le vêtit de lainages chauds et secs. Le jeune homme éprouva un nouveau malaise. Réconforté, il n'avait pas la force de marcher. C'est à dos d'homme qu'on le porta jusqu'à l'hélicoptère de la Protection civile, qui l'a amené jusqu'à Nice, où il a retrouvé sa famille et ses intimes.

En embrassant sa mère, Michel Siffre rejeta la couverture qui lui couvrait la tête. Son visage apparut, pâle, émacié et couvert de barbe. Sa mère se retourna alors vers les journalistes présents et leur cria : « Il faut être fou pour faire ce qu'il a fait. »

Peu après, à 15 h. 2, une « Caravelle » d'Air France emmenait le jeune spéléologue vers Paris, où il va subir de nombreux examens médicaux.

Un courage extraordinaire

C'est le 15 juillet dernier que Michel Siffre avait entrepris son extraordinaire aventure, après avoir demandé à séjourner pendant deux mois à une profondeur supérieure à cent mètres. La grotte choisie par lui et ses compagnons était située dans le gouffre de Scarasson, situé en plein cœur du massif du Marguareis, dans les Alpes-Maritimes.

L'état physique et moral de Michel Siffre avait donné ces derniers jours quelques inquiétudes.

En effet, avant que lui soit annoncé qu'il n'avait plus que quelques heures de solitude à surmonter, alors qu'il ne pensait être qu'au 20 août, le jeune spéléologue était à bout de résistance et supportait de plus en plus mal le froid et l'obscurité, ayant épuisé le petit stock de carburant qui lui permettait d'alimenter un poêle rudimentaire avec lequel il se réchauffait. Mais aussitôt qu'il sut qu'il avait la partie pratiquement gagnée, Michel Siffre retrouva soudain une manière de second souffle et c'est avec un moral neuf qu'il exprima sa joie de conclure heureusement son expédition solitaire.

A côté du gouffre, sur une dalle de calcaire, les amis du jeune homme ont inscrit en rouge : « Ici, Michel Siffre a fait preuve d'une belle dose de courage. » Au-dessous, ils ont marqué les deux dates, 15 juillet et 17 septembre 1962.

Du courage, il en aura fallu, en effet, à Michel Siffre, pour braver une solitude aussi longue. Avec beaucoup d'humour, à l'occasion de sa première communication téléphonique avec la surface, il avait déclaré : « Si j'avais su que la fin de l'expérience était aussi proche, j'aurais mangé toutes les tomates et tous les fruits que j'avais conservés en prévision. »

Les objectifs de l'expérience

L'un des principaux objectifs de l'expérience de Michel Siffre est l'étude de la faculté d'adaptation de l'homme au milieu souterrain et les modifications de son métabolisme au cours d'un séjour prolongé sous terre. Pour la première fois, il sera possible d'analyser la réaction des cellules et des tissus d'un organisme placé dans un milieu exceptionnellement « agressif » pendant une période anormalement longue. On obtiendra ainsi des renseignements précieux sur les actions conjuguées du froid (moins zéro degré) et de l'humidité (hygrométrie voisine de 100 %), ainsi que les conséquences de l'absence de radiations solaires sur un être humain pendant environ 1.500 heures.

Les problèmes de la vision, de la perte de la notion du temps (Siffre qui n'avait aucun moyen de contrôle horaire ni aucune information susceptible de le renseigner sur l'écoulement des heures et des jours, pensait être aux environs du 25 août, le 12 septembre), des réactions psychiques à l'isolement et à l'anxiété pourront également être étudiées. En un mot, cette expérience contribuera à l'enrichissement des connaissances en matière de biologie, de physiologie et de psychologie.

A noter que l'an dernier, sous l'égide du « groupe spéléologique piémontais » de Turin, plusieurs hommes avaient réalisé une opération similaire et établi un record mondial avec 700 heures, soit un peu moins de trente jours. Mais pour le jeune Français, les conditions de survie étaient infiniment plus difficiles, car il était seul et séjournait dans un milieu exceptionnellement humide et froid. De plus, les spéléologues italiens étaient approvisionnés fréquemment en vivres frais, tandis que Michel Siffre avait emporté tout son ravitaillement au début de l'entreprise.

La déclaration soviétique sur Berlin

(Suite de la première page.)

Le gouvernement soviétique a signalé à plus d'une reprise tout le danger de la situation qui s'est créée, et qui est utilisée par les milieux agressifs et revanchards de l'Allemagne occidentale pour des provocations continuelles et des agissements subversifs dirigés contre la cause de la paix.

La tension à Berlin-Ouest, qui s'est aggravée ces derniers temps et dont les puissances occidentales assument l'entière responsabilité, confirme l'absolue nécessité de liquider sans délai la base de l'O.T.A.N. à Berlin-Ouest, qui se trouve à l'intérieur du territoire de la R.D.A. et de la communauté des pays socialistes, dont l'objectif est de servir à la préparation d'actes d'agression contre ces pays.

La suppression du commandement de la garnison des troupes soviétiques à Berlin est une étape sur la voie de la liquidation complète des séquelles de la seconde guerre mondiale sur le territoire souverain de la R.D.A., liquidation qui doit être et qui sera menée à son terme.

La déclaration alliée du 24 août

C'EST la suppression par l'U.R.S.S. de son commandement militaire à Berlin-Est, annoncée le 22 août, et la nomination, le lendemain, du général est-allemand Helmut Poppe, aux fonctions de « commandant de Berlin-Est », qui avaient entraîné la déclaration alliée du 24 août à laquelle se réfère le texte soviétique diffusé hier soir.

Les responsabilités de l'U.R.S.S., à Berlin, soulignait la déclaration alliée, « ne peuvent prendre fin que par un règlement de paix avec l'ensemble de l'Allemagne ».

Les gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France ajoutaient ;

« Le gouvernement soviétique (...) n'a pas compétence pour abolir ou transformer la kommandatura (l'autorité quadripartie chargée du gouvernement de Berlin), qui a été établie par des accords quadripartis... »

L'arrêt du fonctionnement de la « kommandatura », en 1948, était attribué par les alliés au « retrait injustifié du délégué soviétique ».

« Berlin continue à n'être qu'une seule ville », ajoutait la déclaration. « Les commandants des secteurs occidentaux de Berlin continueront à exercer leurs droits et à s'acquitter de leurs responsabilités, à la fois dans leur secteur particulier, et conjointement, au sein de la kommandatura, conformément aux procédures et accords établis de longue date. Ils continueront à considérer les représentants soviétiques comme responsables de l'exécution de leurs obligations relatives au secteur soviétique de Berlin. »

Les trois gouvernements alliés déclaraient en outre « dépourvues de fondement ou d'effet » les « assertions du gouvernement soviétique concernant les prétendues indépendance et souveraineté de la soi-disant République démocratique allemande », et ils attiraient l'attention de l'U.R.S.S. sur « les actes d'irresponsables, de garde le long du « mur » à Berlin ».

La catastrophe de Bruxelles

Bruxelles, 18 septembre (A.F.P.). — **L'Institut national des statistiques de Belgique, où travaillent cent quarante fonctionnaires et employés, s'est effondré en grande partie, hier matin, à Bruxelles, ensevelissant sous ses décombres une vingtaine de personnes.**

A minuit, le bilan officiel de la catastrophe s'élevait à seize morts, dont quatre femmes et dix-neuf blessés. Un homme est encore porté disparu. Les pompiers ont poursuivi, toute la nuit, le déblaiement de l'immeuble écroulé.

Sous les décombres est enfouie également une grande partie des formulaires du recensement décennal du 31 décembre 1961, qui devra éventuellement être recommencé. Ce recensement avait donné lieu à de vives controverses politiques.

C'est dans le quartier gouvernemental de la rue de la Loi où, comme dans toute la ville de Bruxelles, siège provisoire du Marché commun et de l'Euratom, des travaux de construction et d'urbanisme sont en cours, que la catastrophe s'est produite à 9 h. 40.

Un bulldozer creusait les fondations derrière le n. 72 de la rue de la Loi, où un nouveau building doit surgir, lorsque le bâtiment contigu le n. 70, appartenant au ministère des affaires économiques et abritant les services de statistiques, s'écroulait brusquement comme un château de cartes.

L'immeuble s'était littéralement fendu en deux et la moitié arrière abattue dans un fracas épouvantable. Fonctionnaires et employés, pris de panique, fuyaient les lieux de leur travail pour échapper au sort de leurs collègues ensevelis sous les décombres.

Plusieurs employés de l'Institut ont affirmé : « Cela devait arriver. On vivait depuis une semaine dans la crainte d'un effondrement. »

Depuis le commencement des travaux de terrassement de l'immeuble voisin, des crevasses et des lézardes apparaissaient et s'élargissaient chaque jour. Les services compétents avaient été prévenus. Ils avaient annoncé la prochaine venue d'inspecteurs.

C'est tout l'arrière du bâtiment, donnant sur le chantier, qui s'est effondré. Déjà on cherche le responsable.

Le ministère des affaires économiques, qui a laissé l'immeuble en état de vétusté, le constructeur de l'Institut ?

L'entrepreneur du chantier voisin, qui n'a pas pris toutes les précautions nécessaires en effectuant les travaux de terrassement ?

Une enquête a été ouverte, mais il faudra sans doute plusieurs semaines aux experts pour déposer leurs conclusions.

« CEUX DU NORD » SONT RENTRÉS EN CLASSE

PLUS de cinq millions d'enfants sont rentrés hier matin en classe, sous un ciel de vacances : les élèves des classes maternelles et primaires des Académies de la moitié nord de la France. C'est le 24 septembre seulement, on le sait, que se déroulera la rentrée dans les quatre Académies du Midi (Grenoble, Bordeaux, Montpellier, Aix-Marseille), à la suite des mesures d'étalement des vacances inaugurées cette année.

A Paris même, la rentrée semble s'être déroulée avec un peu moins de difficulté que l'an dernier. Dans quelques écoles, tout l'effectif des maîtres n'était pas au complet, mais la direction des services d'enseignement de la Seine avait prévu une masse de manœuvre constituée d'instituteurs remplaçants et les inspecteurs primaires ont pu y faire appel dès le début de la matinée.

PROCHAINE RENCONTRE KENNEDY-KHROUCHTCHEV ?

Nations unies (N. Y.), 18 septembre (A.F.P.). — Au cours de sa conférence de presse d'hier, M. Thant, secrétaire général de l'O.N.U., a déclaré qu'une conférence au sommet Khrouchtchev-Kennedy pourrait avoir lieu avant la fin de cette année ou au début de l'autre

M. Thant, après s'être prononcé en faveur de réunions périodiques entre chefs des grandes puissances, s'est déclaré convaincu qu' « à l'ombre de la bombe thermonucléaire », l'Union soviétique n'attaquera jamais les Etats-Unis et que les Etats-Unis n'attaqueront jamais l'Union soviétique.

MARTINE CAROL : CURE DE SOMMEIL

Paris, 18 septembre (A.F.P.). — *Pour subir une cure de sommeil, Martine Carol a été hospitalisée vendredi soir, à la clinique de Ville-d'Avray où était soigné Fernand Pouillon.*

Selon ses proches, la vedette n'a pas tenté de se suicider, comme le bruit en avait couru, mais elle souffre d'une dépression nerveuse.

LA SITUATION VINICOLE

Le problème algérien continue d'alimenter les préoccupations professionnelles

Insuffisance d'affaires, pas de cotations dans le Bordelais

LES marchés du vin sont caractérisés par une activité régulière, mais, à vrai dire, toujours peu substantielle. A cela, deux raisons : d'une part le fait que les stocks à la production sont peu importants; d'autre part, les incertitudes qui subsistent tant en ce qui concerne la récolte française que celle de nos anciens départements d'Algérie.

Les cours depuis le début du mois de septembre, ont connu peu de variations. A titre indicatif, les cotations spéciales des vins de 9° à 11° ont évolué entre 5,96 et 6,20 NF depuis le début de la campagne viticole 1962-1963, les forts degrés bénéficiant d'une légère plus-value en prévision du fait que la récolte pendante devrait être déficitaire en vin d'un titre alcoolique très élevé.

LA POSITION DU NEGOCE

Mais, ainsi que nous l'avons déjà souligné, les problèmes posés par le statut des vins d'Algérie reste la toile de fond des préoccupations des professionnels et des spécialistes.

Pour le moment, quelques faits nouveaux :

1. Selon les professionnels d'Algérie, l'exécutif du Rocher-Noir publierait, dans quelques jours une réglementation calquée sur la réglementation française.

2. Le négoce des vins — autrement dit la Confédération du commerce en gros des vins et spiritueux — vient de faire connaître sa position en ce qui concerne l'entrée des vins d'Algérie sur le territoire français. Elle souhaite en substance :

— L'adoption en Algérie d'une réglementation analogue à celle de la France.

— La fixation d'un volume maximum de vins algériens pouvant être importé d'ici le 31 décembre 1962, cela afin d'éviter un afflux de vins algériens dans les ports français, alors que les producteurs français supporteraient la règle de la libération prévisionnelle des 15 hectolitres à l'hectare.

— Les négociants souhaitent également qu'en cas de fixation d'un « hors quantum » pour les vins français, un taux identique soit appliqué aux vins en provenance d'Algérie.

LA COMPENSATION QUANTUM - HORS-QUANTUM

Notons, d'autre part, que les contributions indirectes viennent de publier leur circulaire sur les règles de la compensation quantum - hors-quantum.

Il en résulte notamment, que les exportations de vins de consommation courante, ne permettront des compensations sur le « hors-quantum » que volume pour volume, alors que, pendant la dernière campagne viticole, tout exportateur d'un hectolitre de vin courant pouvait mettre deux hectolitres de hors-quantum sur le marché libre.

Ce système est cependant contesté par les professionnels, du fait de la faiblesse des disponibilités; puisque 800.000 hectolitres de droits de compensation (correspondant à l'éventuelle réintégration de 1.600.000 hectolitres de hors-quantum) ne peuvent être actuellement honorés (d'après AGRA-PRESSE).

Dans le Bordelais

EN Gironde, la tendance est très ferme sur les vins ordinaires, moins soutenue sur les vins supérieurs

La récolte s'annonce moyenne au point de vue quantité, et la qualité dépendra pour une bonne part du temps qu'il fera ces prochains jours et au moment de la cueillette.

La sécheresse a causé, jusqu'à présent, des dégâts inégalement répartis, en raison de la fraîcheur plus ou moins grande des sols.

Signalons, par ailleurs, que le droit de chaptalisation a été demandé pour le département, pour cette récolte 1962.

Enfin, vu l'insuffisance des affaires, le Syndicat régional des courtiers a renoncé, hier soir, à publier une cotation.

J.-H. P.

● **PARIS. — Une explosion s'est produite hier soir, vers 21 heures, dans un transformateur de la centrale électrique de Clamart. Les services spécialisés de l'E.D.F. pensent qu'il s'agit d'une explosion accidentelle. Pendant quelques minutes, Paris et plusieurs banlieues ont été plongés dans l'obscurité.**

Exercice d'alerte des garnisons occidentales à Berlin

Berlin-Ouest, 17 septembre (Reuter). — 12.000 militaires alliés (6.500 Américains, 4.000 Britanniques et 1.500 Français) ont participé, hier soir, avec des chars, à des manœuvres à Berlin-Ouest, qualifiées par un porte-parole d'« exercice de routine » pour se rendre compte de leur état de préparation.

Le dernier exercice en date, à Berlin-Ouest, avait eu lieu au début de l'année en cours.

131,43 : indice en août

Paris, 18 septembre (A.F.P.). — Le « Journal officiel » du 18 septembre publie au titre du ministère des finances un avis relatif à l'indice des prix de détail pour l'indexation du S.M.I.G. Cet indice s'établit à 131,43 en août. Il était de 132,04 pour le mois de juillet.

Un journaliste britannique l'affirme :

« A Cuba, les Russes sont si nombreux qu'on ne sait plus où les loger »

New York, 18 septembre (U.P.I.). — Anthony Burton, journaliste britannique arrivé lundi à Miami, en provenance de Cuba, où il avait tenté d'obtenir des informations sur les techniciens soviétiques arrivant journellement dans ce pays, a déclaré que leur nombre avoisinait les dix mille.

L'arrivée massive de ces « techniciens », a-t-il précisé, a provoqué une grave crise du logement dans l'île. De nombreux bâtiments publics, y compris des écoles, sont transformés en casernes. Malgré ces mesures d'urgence, de nombreux Soviétiques sont encore cantonnés en pleine brousse sous la tente. Un de ces camps se trouverait, selon Burton, près de Chico, à une quinzaine de kilomètres au sud-ouest de La Havane.

Par ailleurs, a ajouté Burton, les autorités cubaines construisent actuellement des routes stratégiques dans l'intérieur de l'île afin de pouvoir envoyer des troupes rapidement vers une éventuelle tête de pont.

On apprend d'autre part d'Italie que douze marins sur les dix-neuf membres de l'équipage de « L'Airone », navire italien transportant une cargaison soviétique à destination de Cuba, ont abandonné leur navire dans le port de Reggio.

M. Messmer, selon « U.S. News and World Report » :

« La France aura une force nucléaire dès l'année prochaine »

(Suite de la première page.)

cerons à avoir à notre disposition une force nucléaire que nous appelons une force de la première génération. Elle sera constituée de bombardiers supersoniques « Mirage-IV » porteurs de bombes atomiques, appareils dont le prototype militaire a passé des essais avec succès, le 1er mai 1962.

» Plus tard, vers 1970, nous espérons avoir une seconde force, une force de la seconde génération, composée non plus de bombes « A » transportées par des bombardiers supersoniques, mais de bombes de fission — c'est-à-dire des bombes thermonucléaires — qui seront lancées sur le but par des missiles balistiques. »

La revue américaine fait dire par ailleurs à M. Messmer, que la France « est déterminée plus que jamais », à développer sa force nucléaire « parce qu'il n'y a pas de défense possible sans armes nucléaires. »

Selon « U.S. News and World report », le ministre français des armées a poursuivi :

« La défense de l'Europe est basée sur l'existence des forces nucléaires stratégiques américaines. Quelque forts que soient les liens d'amitié qui nous lient aux Etats-Unis (...) nous ne pouvons laisser indéfiniment notre défense dans les mains des Etats-Unis ».

M. Messmer a enfin déclaré, selon la revue américaine, que la prolifération des armes atomiques est « inévitable », et a ajouté :

« Il est certain qu'il y a au moins cinq ou six pays dans le monde, en plus des Etats-Unis, de la Russie, de la Grande-Bretagne et de la France, qui sont capables de fabriquer des armes nucléaires.

» Je ne vois pas comment on peut prévenir la prolifération des armes nucléaires, à moins qu'il n'y ait un accord de désarmement général. Cet accord ne semble pas exactement imminent ».

DURILLONS

Vous pouvez dès maintenant obtenir un soulagement total de la sensation de brûlure si pénible que vous éprouvez à la plante du pied. Les Zino-Pads super-souples du Dr Scholl de réputation mondiale suppriment aussitôt pression et frottement de la chaussure apportant un confort incomparable.

Tailles pour durillons, cors, oignons et œils-de-perdrix.

Vente : Pharmaciens, Herboristes